

# C.P.I.D.

## Présidente

**Cécile RILHAC**

*Députée du Val-d'Oise*

## Vice-présidents

**André CHASSAIGNE**

*Député du Puy-de-Dôme*

**Yannick FAVENNEC**

*Député de la Mayenne*

**Philippe GOSSELIN**

*Député de la Manche*

**Hervé SAULIGNAC**

*Député de l'Ardèche*

## Membres

**Benoît BORDAT**

*Député de Côte-d'Or*

**Émilie CHANDLER**

*Députée du Val-d'Oise*

**Vincent DESCOEUR**

*Député du Cantal*

**Nadia HAI**

*Députée des Yvelines*

**Amélia LAKRAFI**

*Députée français établis hors  
de France*

**Constance LE GRIP**

*Députée des Hauts-de-Seine*

**Gérard LESEUL**

*Député de Seine-Maritime*

**Olivier MARLEIX**

*Député d'Eure-et-Loir*

**Naïma MOUTCHOU**

*Députée de Val-d'Oise*

**Bertrand PANCHER**

*Député de la Meuse*

**Maud PETIT**

*Députée de Val-de-Marne*

**Caroline YADAN**

*Députée de Paris*

**Hubert WULFRANC**

*Député de la Seine-Maritime*



## Comité parlementaire pour un Iran démocratique

### Iran : soulèvement pour une République démocratique

Février 1979-2023

Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID) a organisé le mardi 7 février un colloque intitulé « IRAN : Soulèvement continue pour une République démocratique » à la salle Colbert de l'Assemblée nationale. Cet événement coïncide avec la veille de la date anniversaire de la chute de la monarchie en Iran, le 11 février 1979. Une journée très symbolique pour tous les iraniens.

Le CPID n'a pas attendu les événements de septembre 2022 pour porter la voix du peuple iranien - particulièrement des Iraniennes qui sont à l'avant-garde de ce mouvement - en quête d'une véritable démocratie. Notre comité a parcouru un long chemin au fil de quinze années et a partagé avec la résistance des iraniens face à la dictature religieuse, des valeurs qui correspondent parfaitement aux valeurs républicaines et de l'état de droit. Ces valeurs figurent dans le programme en 10 points que Maryam Radjavi, la présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, propose pour un Iran libre, débarrassé de la théocratie des mollahs.

Parmi ces valeurs et principes démocratiques, il y a les élections libres, donc le choix du suffrage universel comme seule source de légitimité d'un pouvoir. C'est pourquoi nous rejetons toute forme de dictature : que ce soit celle des mollahs qui se donnent une légitimité « divine » pour réprimer violemment le peuple ; ou l'ancienne dictature monarchique qui se donnait une légitimité par un lien de sang et de parenté, pour réprimer elle aussi la population. Par conséquent ce slogan qui nous parvient des rues d'Iran « à bas l'opresseur, qu'il soit chah ou mollah » est aussi notre devise.

Lors de notre réunion du 7 février, nous avons eu un échange sur cette situation avec Mme **Ingrid Betancourt** ; M. **Alejo Vidal Quadras** (président de In Search of Justice ; ISJ-International Committee, ONG basé à Bruxelles) ; vice-président du Parlement Européen (1999-2014) ; Me **Dominique Attias** (Ancienne Vice-Bâtonnière de l'Ordre des Avocats à la Cour d'Appel de Paris). Nous avons également auditionné Mme **Maryam Radjavi**, qui a été auditionnée également par des comités homologues au nôtre, dans les parlements britannique, belge, italien, irlandais, et canadien ; a adressé un message à cette réunion. Elle nous a assuré que « Rien ne sera plus comme avant et l'Iran ne va pas retourner en arrière. Ni au passé proche d'une normalisation de la dictature des mollahs, ni au passé plus lointain de la dictature d'un chah ».

Nous croyons que la France devra tourner la page des discussions interminables avec ce pouvoir et d'appliquer la résolution adoptée à une écrasante majorité au Parlement européen demandant d'inscrire le corps des gardiens de la révolution sur la liste des entités terroristes.

Le gouvernement français doit se placer aux côtés du peuple iranien et reconnaître son droit à résister et à se défendre légitimement devant les forces répressives cruelles.

**Secrétariat du CPID**

**Paris – le 9 février 2023**